



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des retraité-es



n°78 - Mars 2021

Editorial

Oui, il nous faut rester debout quand tout vacille autour de nous, stoïques dans l'adversité. C'est faire preuve de résistance, de détermination, mais aussi d'espoir en un avenir meilleur. Voilà ce qui doit nous guider en ces temps incertains, où la pandémie continue de faire des ravages. Plus que jamais nous devons regarder devant nous, malgré les nuages qui s'accumulent au-dessus de nos têtes, sans trop attacher d'importance aux informations, commentaires et autres avis autorisés que les médias distillent ad nauseam. Quand les politiques jouent aux scientifiques, quand les scientifiques singent les politiques, il n'est pas étonnant d'assister à une cacophonie déprimante sur notre situation sanitaire et ses perspectives d'amélioration à plus ou moins long terme. Comme en beaucoup de domaines, le mieux est l'ennemi du bien. Protégeons-nous, soyons vigilants, mais tâchons de continuer à mener une vie la plus normale possible, surtout au niveau social. Rien ne serait pire que l'enfermement de chacun dans sa bulle, coupés d'un monde certes à vau l'eau mais dont il reste plus que jamais urgent de combattre les injustices. Ce lien, nous y contribuons à notre modeste niveau par ces quelques pages, en espérant pouvoir nous réunir physiquement le plus rapidement possible.

Rester debout, c'est aussi faire preuve de rectitude morale. Que notre République, notre bien commun, celle qui nous permet malgré tout de vivre ensemble, de faire société, reste droite malgré les coups de boutoir de ceux qui étaient censés la servir au plus haut niveau, cela tient actuellement du miracle. La République, cinquième du nom, avait déjà eu à résister aux scandales financiers, de mœurs, de suicides douteux, ou même de meurtres non élucidés qui l'ont plus d'une fois ébranlée. Sous le règne du fondateur lui-même des affaires sordides et nauséabondes venaient ternir le portrait idyllique que les benêts dépeignaient sans nuances. Rappelons-nous, pour les plus anciens d'entre nous, l'affaire Ben Barka, les tueries du SAC, ou plus récemment le diamantaire chuintant et les écoutes journalistiques, les ministres noyés dans une flaque d'eau, et tant d'autres affaires louches, voyant de nombreux ministres, tous bords confondus, transformés en repris de justice. Mais jamais un président de la République n'avait été condamné, jusqu'à Jacques Chirac, à de la prison, certes avec sursis, pour détournement de fonds et d'abus de confiance, comme quoi le « tâteur du cul des vaches » palpait aussi les gros biftecons. Mais cette fois-ci un pas de plus est franchi dans l'infamie, avec pour la première fois un ancien Président condamné à de la prison ferme pour corruption et trafic d'influence, rien que ça ! Cela est d'autant plus dégoûtant que ce sinistre personnage



RESTER DEBOUT

reste sur le gril judiciaire pour d'autres affaires en cours d'instruction. Et c'est du lourd : financement illégal de campagne, corruption passive, association de malfaiteurs, trafic d'influence, blanchiment de crimes ou délits, excusez du peu. Il ne manque à ce petit truand à talonnettes que l'inculpation de viol, et, à nos yeux, ce serait mérité, car, par son comportement, son mépris des institutions et du peuple, il a moralement violé les règles de notre République.

Pas étonnant quand on plonge le nez dans ce marigot puant que nos concitoyens se détournent de plus en plus de la politique, ou, pire, en viennent à se jeter dans les bras de la première populiste venue. Par son comportement inique, l'antépénultième président de la Ve République ne l'a pas seulement salie, elle l'a fait vaciller, risquant, vu les choix politiques de l'actuel titulaire du poste, de nous entraîner tous rapidement dans les abîmes inquiétants.

Mais le plus grave, c'est l'absence de honte à l'issue du verdict de la part du condamné et de ses thuriféraires. Au lieu de battre leur coulpe, de faire profil bas, de se faire oublier, ces sinistres personnages se répandent sans vergogne sur les médias, criant au complot politique, déversant leur haine de la justice rendue au nom de peuple. Ce sont pourtant les mêmes qui n'ont de cesse de vilipender le prétendu laxisme de la justice

quand il s'agit de petits délinquants, et de demander la stricte application des peines, alors que leur chef de bande est assuré de ne pas passer un seul jour à l'ombre malgré sa condamnation et la gravité des faits jugés. Oui il y a bien une justice de classe, entre ceux qui tombent en comparution immédiate comme les gilets jaunes, et les puissants qui usent de tout leur entregent pour faire trainer les procès et embrouiller la justice, pour oser ensuite en contester le rendu, ce qui constitue soit dit en passant un délit. Selon que vous serez puissant ou misérable...

Pour tous ces petits Al Capone d'opérette, ces truands de bas étage, qui ont souillé les valeurs républicaines, il faudrait en plus d'une indispensable peine de prison les condamner à l'oubli perpétuel, les priver définitivement de leurs droits civiques, leur interdire à jamais toute fonction élective ou représentative. Bref, qu'ils aillent se cacher, qu'ils ferment leur gueule, qu'ils se fassent oublier une bonne fois pour toutes, qu'ils se cassent hors de notre vue, ces pauvres cons!

C'est à ce prix que notre République pourra retrouver une certaine confiance aux yeux des citoyens, et que nous pourrons rester debout...

LA VIE DE LA LIAISON

Thierry a perdu la vie à cause du travail

Il y a un mois Thierry, militant, Sud-rail, alors qu'il préparait une desserte Fret, a été percuté par un TER entre St Jean de Maurienne et St Michel Valloire. Ce 12 janvier 2021, il était en train d'effectuer une opération de maintenance sur une installation de sécurité ; il déneigeait les aiguilles et mettait en route le système de réchauffeur sur voie principale afin que « le client soit livré ». SNCF Réseau a abandonné les opérations de déneigement/allumage des réchauffeurs d'aiguilles de cet embranchement de St Julien-Montricher qui font pourtant partie de ses obligations.

Du fait des suppressions d'emploi, il n'y a plus d'entretien sur cette installation

En plus pour une soi-disant baisse de trafic qui n'existe pas, l'agent de desserte de St Julien-Montricher a été supprimé le 4 janvier 2021.

De fait Thierry s'est trouvé dans l'obligation pour pouvoir desservir l'embranchement du client d'effectuer ce travail alors qu'il n'était pas formé et surtout qu'il n'avait pas reçu la formation. Les compétences de ces opérations sont du ressort de « Réseau » et non du « Transport »

Le 8 février, la Direction nationale

Fret a sorti une note de sécurité intitulée : Mesure conservatoire nationale concernant le déneigement des appareils de voie et stipulant :

« Les opérations de déneigement réalisées sur voie principale ou sur voie de service hors bloc par Fret SNCF sont par précaution immédiatement suspendues ».

On peut voir dans cette note un premier aveu de la situation accidentogène qui a eu lieu ce 12 janvier. Car qu'il neige et qu'il soit nécessaire de déneiger et de mettre en fonctionnement les réchauffeurs d'aiguille en Maurienne est une situation qui est tout à fait normale en cette saison.

La direction qui impose la polyvalence pour économiser du personnel joue avec notre sécurité. Notre camarade l'a payé de sa vie.

Décès d' André Eyrygnoux

C'est avec une grande tristesse que nous vous faisons part du décès d'André EYRIGNOUX survenu vendredi 29 janvier à l'âge de 65 ans.



Décès de Michel Rouquet

Décès de Michel ROUQUET

Michel, notre copain toulousain, nous a quitté. Embauché dans la filière transport, militant à la CFDT, puis à SUD-Rail dès la première heure et dans de nombreuses associations (UFC Que Choisir...), il a siégé comme délégué du personnel à la CP. Bénévole au bureau de la MGC en tant que responsable régional de la mutuelle, il a remonté la branche de Midi-Pyrénées, avec les déclinaisons en secteurs départementaux.

Il a géré sa maladie en toute discrétion et, fidèle à sa modestie, nous a quitté sans bruit.

Michel va nous manquer !

Toute sa carrière de cheminot se fit au dépôt de Villeneuve où il prit sa retraite en mars 2005 en tant que conducteur de route principal. Adhérent puis militant à la CFDT dans un premier temps, il a contribué activement par son travail sur le terrain, à la création de SUD-Rail. Élu au CHSCT et conseiller prud'hommes, c'était une forte personnalité, empreint de droiture, craint des patrons et très estimé de ses collègues.

Il a su partager son professionnalisme et ses convictions en formant de nombreux jeunes.

Cheminot au grand cœur et militant de terrain... des valeurs que nous n'oublierons pas.

André repose au columbarium du Pèscher (Corrèze). Nous exprimons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches, et nous les assurons de notre soutien et de notre solidarité."

Rédaction

Brigitte Bouilhou
Didier Chaissac
Paul Hémique
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Michel Valadier

A CALAIS ... ET EN GRECE

A Calais, l'absurde confiscation des tentes des migrants et en Grèce Frontex fait le méchant policier

À Calais, l'expulsion tous les deux jours des terrains occupés par les exilés se double d'une confiscation de leurs effets personnels. Tentes, duvets, documents... sont, en théorie, stockés et peuvent être récupérés. Dans les faits, huit à dix tonnes d'affaires finissent chaque mois à la poubelle.

Pour éviter les installations de campements, l'expulsion régulière des terrains occupés, avec saisie des effets personnels laissés sur place. Ils sont jeunes, certains mineurs, originaires de plusieurs provinces afghanes, et viennent de se faire expulser du terrain de sable et de boue qu'ils occupent en bordure d'une voie ferrée. Ils ont une question, qu'ils répètent en boucle aux journalistes : pourquoi ? Il faut juste, à intervalles réguliers, faire le vide sur place, « éviter les points de fixation », dit l'État.

L'éloignement des journalistes lors des expulsions ne porte pas « une atteinte grave et manifestement illégale » à la liberté de la presse, a estimé le Conseil d'État mercredi 3 février.

Il leur faut donc vider les lieux, puis négocier, réclamer leurs biens. Une routine à laquelle se plient, de mauvais gré, migrants et associations qui les accompagnent. Après le passage des uniformes, des silhouettes en veste bleue s'activent : ce sont les nettoyeurs d'APC, société privée sous contrat, qui récupère les objets susceptibles de faire l'objet d'une réclamation. Le convoi se termine inmanquablement par un camion chargé de tentes, duvets, tapis de sol, vêtements, téléphones, documents ou argent et jetés dans des conteneurs. Les bénévoles de l'association chargée de cette gestion

sont débordés et les recherches souvent infructueuses. Les quantités en question : plusieurs tonnes par mois, dont des centaines de tentes, cruciales en hiver. Les migrants peuvent réclamer ce qu'ils ont perdu pendant deux heures. Des horaires qui coïncident avec la fin des expulsions matinales d'une part, et les distributions de nourriture. Le taux de casse et de pertes explique aussi le peu d'intérêt des migrants pour ce système.

Ca se passe en France soi-disant pays des droits de l'homme. Honte à nos gouvernants.

Pendant ce temps en Méditerranée,

Les violations des droits des migrants et réfugiés en Grèce ont connu « une escalade inédite » en 2020, une année marquée par un nombre accru de refoulements illégaux en mer Egée impliquant Frontex, l'agence européenne de contrôle aux frontières, selon une étude de l'ONG Mare Liberum. Elle montre, dans son étude menée entre mars et décembre 2020, « Alors que le Parlement européen enquête sur l'action des gardes-côtes européens (Frontex), une escalade inédite des violations des droits de l'homme en mer Egée, à la frontière maritime et terrestre » gréco-turque.

« Plus de 9.000 personnes (tentant d'arriver en Grèce) ont été violemment renvoyées en Turquie et privées de leur droit d'asile selon 321 incidents documentés » par l'ONG allemande, qui précise avoir « reconstruit les cas des victimes sur la base par exemple de leurs témoignages ».

Soulignant que le refoulement aux frontières extérieures de l'UE « n'est pas un phénomène inhabituel », l'ONG relève qu'outre les

gardes-côtes grecs, « Frontex mais aussi des navires sous commandement de l'Otan sont également impliqués dans ces expulsions systématiques et illégales ». Les pays riches d'Europe tels la France délèguent l'accueil et le contrôle des migrants aux frontières du continent à ces pays du sud qui doivent faire face en plus à des situations économiques difficiles. Un égoïsme qui les juge.



Sommaire

Page

| | |
|------------------------------|----|
| Edito..... | 1 |
| La vie de la liaison..... | 2 |
| A Calais... et en Grèce..... | 3 |
| La Commune de Paris..... | 4 |
| L'enquête OpenLux..... | 5 |
| 700 Emplois menacés..... | 6 |
| Le Rapport Oxfam..... | 7 |
| L'action sociale..... | 7 |
| L'affaire du siècle..... | 8 |
| Solidarité à Kouaré..... | 8 |
| Fallait pas tout casser..... | 9 |
| Management agressif..... | 10 |
| Vive la culture 1..... | 11 |
| Vive la culture 2..... | 12 |

La COMMUNE DE PARIS : l'espoir d'un autre monde

La Commune de Paris, il y a 150 ans : l'espoir d'un autre monde.

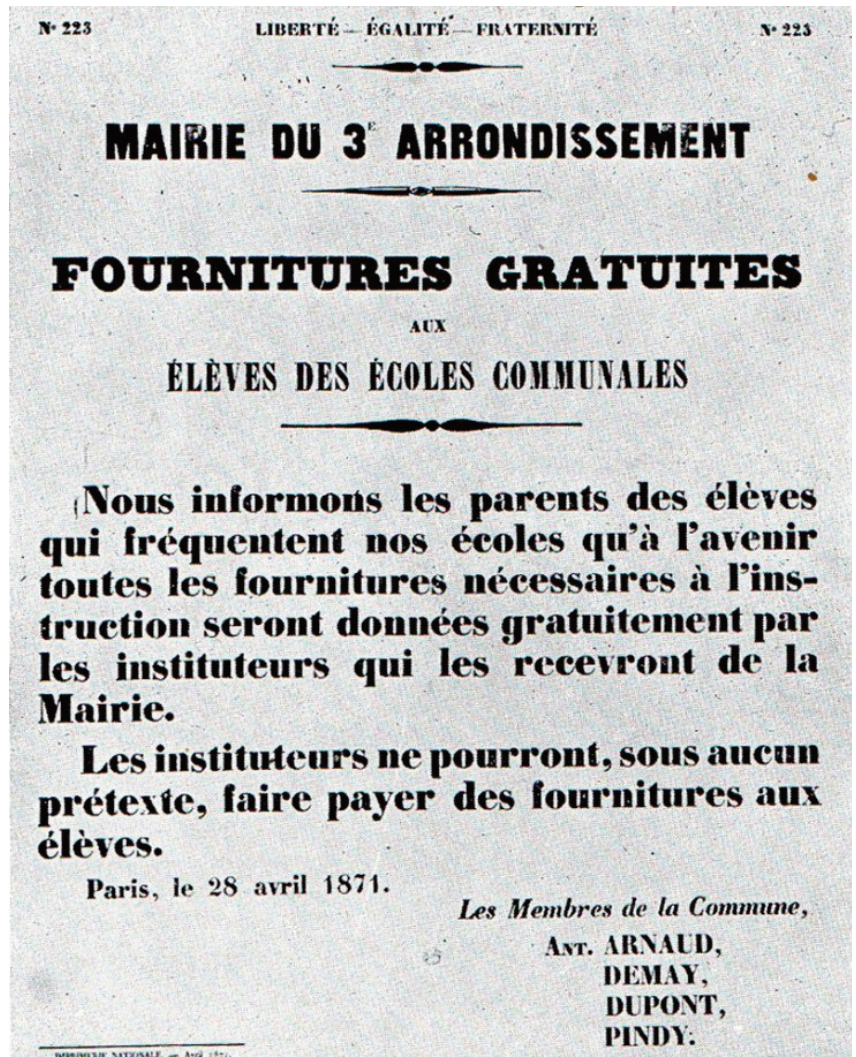
1870, Napoléon III qui a instauré une dictature en 1852 déclare la guerre à la Prusse (ancien nom de l'Allemagne). L'armée française est écrasée à Sedan le 2 septembre et l'empereur est fait prisonnier. Les Prussiens se rapprochent de Paris. Pendant ce temps des républicains se réunissent, et sous la pression de la rue proclament un gouvernement de Défense nationale. Thiers signe un armistice, les armées prussiennes entourent Paris et menacent d'y pénétrer si les indemnités prévues ne sont pas payées. Pour défendre Paris, la Garde Nationale (sorte de milice populaire composée de tous les hommes valides) est réarmée. Pour se garantir, des canons sont fondus et payés par souscription et mis au service de la Garde nationale. C'est dramatique pour le pouvoir : le peuple des ouvriers en armes avec des canons, c'est inadmissible. Le 18 mars 1871, il envoie au petit matin un bataillon pour récupérer les canons sur la butte Montmartre qui domine Paris. Mais le bruit de la troupe réveille le peuple et les femmes en tête se mettent en travers du chemin. Par leurs sommations, des soldats se laissent convaincre puis c'est tout le bataillon qui met la crosse en l'air et repart bredouille. Le gouvernement est aux abois. L'armée n'obéit plus et le peuple se révolte. Il décide de se replier à Versailles avec le reste de l'armée, les fonctionnaires et la bourgeoisie.

La Garde nationale avait créé en son sein un Comité Central pour organiser son activité. Devant la débâcle du gouvernement, ce Comité central s'installe à l'Hôtel de ville et devient un temps le gouvernement de Paris. Dans une 1ère déclaration il annonce qu'il va transmettre ce pouvoir aux élus à la Commune qu'il

organise le 26 mars. L'élection est une fête. Les élus sont des militants populaires de tout bord qui proclament l'instauration de la Commune de Paris. Elle se met aussitôt au travail et réorganise la Société. Parmi les

décisions : remise des loyers impayés, confiscation des ateliers abandonnés, égalité salariale hommes/femmes, amendes et retenues sur salaire interdites, la journée de travail passe de 12 à 10 H, logements vacants réquisitionnés, enseignement obligatoire de 5 à 12 ans y compris pour les filles, un minimum de salaire est institué, etc.

Pour anéantir la Commune, Thiers rapatrie 130 000 soldats de province et Bismarck relâche 60 000 prisonniers pour aider son ennemi (le camp de la bourgeoisie peut oublier les frontières dans la guerre de classe). Le 22 mai les forts de l'ouest sont bombardés et pendant 8 jours la reconquête de Paris se fera jusqu'à la mort de la Commune. Le massacre se termine au Père Lachaise sous le mur des Fédérés où sont enterrés les derniers combattants. Ils défendront jusqu'au bout



l'idée qu'un gouvernement du peuple par le peuple est possible. La répression fera 30 000 morts, 13 500 condamnations, 5000 déportations en Nelle Calédonie. L'esprit de la « Commune de Paris » se perpétue dans tous les pays du monde. Elle reste un but à atteindre pour nous qui défendons un monde juste et la transformation totale de la Société.



LOUISE MICHEL

L'ENQUETE «OPENLUX», LUX comme LUXembourg

Le journal "Le Monde", allié à seize autres médias internationaux, révèle la "radiographie d'un paradis fiscal", le Luxembourg. Elle a mobilisé plusieurs dizaines de journalistes européens pendant près d'un an. Sociétés fantômes le plus souvent, les holdings luxembourgeoises ressemblent beaucoup à leurs consœurs du Panama ou des Caïmans : une boîte aux lettres.

C'est un mystère persistant depuis des années : que cache le Luxembourg ? Que trouverait-on si l'on ouvrait le coffre-fort de ce tout petit Etat situé au cœur de l'Union européenne, placé par certains dans le top 5 mondial des paradis fiscaux ? Des réponses : 55 000 sociétés offshore gérant des actifs dont la valeur atteint au moins 6 500 milliards d'euros (c'est près de 2 fois la richesse nationale produite en France pendant 1 an), largement sous-estimé les propriétaires de ces sociétés, sont à 90% des non-Luxembourgeois. Et la première nationalité, ce sont les Français qui. Sont à la tête de 17 000 de ces entreprises, immatriculées au Luxembourg.

A quoi ça sert ?

Ces sociétés fantômes sans bureau ni salarié ont été créées par des milliardaires, des multinationales, des sportifs, des artistes, des responsables politiques de haut rang, des familles royales, et même de sociétés liées à la Mafia italienne et à la pègre russe, Le Luxembourg agit comme un aimant pour la richesse du monde. L'attrait principal d'une société luxembourgeoise réside avant tout dans la possibilité de bénéficier d'allègements d'impôts. Une société, c'est souvent une entreprise avec

des bureaux, des ordinateurs, des salariés... Mais, dans le cas d'une société luxembourgeoise, c'est assez souvent une « entreprise fantôme ». Ce type de société, qu'on retrouve dans de nombreux paradis fiscaux comme le Panama ou les Iles Caïmans, n'a pas besoin de salarié ni même de matériel. Elle doit disposer d'une adresse physique, qui peut être partagée avec des centaines d'autres sociétés. Une Société-écran qui n'exerce pas d'activité économique réelle.

Une directive de 2018, oblige les Etats à rendre publique l'identité des propriétaires réels de toutes les sociétés. Une autre directive, de 2015 celle-ci, avait contraint les banques européennes à déclarer leurs implantations, partout dans le monde, et le chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans ces filiales.

Mais ces petits pas vers la transparence trouvent encore leurs limites. Il est difficile d'imposer des lois à un paradis fiscal. Même en Europe, il reste des entraves à cette transparence. Par exemple, les Etats ou les banques ont certes l'obligation de rendre publiques certaines données... Mais rien ne les oblige à les rendre fa-

cilement accessibles. Or, ça fait toute la différence.

« On a dû les recopier une par une à la main. Il n'existe aucun fichier unifié », explique le chercheur Gunther Capelle-Blancard

Dans le domaine fiscal, il y a bien deux mondes comme dans le reste de la société. Il y a ceux qui paient leurs impôts parce qu'ils n'ont aucun moyen d'y échapper et les autres. De plus toutes les mesures qui sont prises par tous les gouvernants vont dans le même sens : alléger ceux des riches et augmenter ceux des pauvres. Le basculement de la fiscalité des impôts directs vers les impôts indirects en sont la preuve. Les impôts sur le revenu baissent, tout avantage pour ceux qui ont de hauts revenus. Par contre on augmente la TVA comme l'a fait basculer Hollande en passant bien des produits de 8,5% à 10%. Et les taxes sur l'essence qui ont provoqué la révolte des gilets jaunes.

Et ensuite, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux dans le budget de l'Etat !!!



700 EMPLOIS MENACÉS 7 MILLIARDS DE DIVIDENDES

Total vient d'annoncer qu'elle changeait de nom: sa stratégie de greenwashing et de casse sociale, elle, reste la même !

Les salariés de la raffinerie de Grandpuits (77) sont en grève depuis l'annonce de cette perte d'emplois pour dénoncer l'hypocrisie de la multinationale qui, sous couvert d'une fausse transition "verte" pour la raffinerie de Grandpuits, voudrait supprimer près de 700 emplois.

7 milliards de dollars c'est ce qu'a versé Total à ses actionnaires en dividendes l'an dernier.

Le pétrolier fait non seulement porter le poids de son soi-disant tournant vert à ses salariés, mais continue à développer des projets fossiles à travers le monde (au Mozambique, en Arctique ou encore en Ouganda par exemple). Total vient de confirmer son intention de lancer 10 nouveaux projets de forage en Afrique en 2021.

Il sent bien que le vent tourne et qu'il est temps de se tourner vers d'autres énergies marquées plus vertes pour se donner une image de Société propre.

Total est toujours présent en Birmanie depuis 1992.

Diffusé en 2010 « Total en Birmanie: l'autre scandale », le Docu de 90 minutes Emission de Canal +, explique le business avec la junte de l'époque. Il y est accusé de « complicité d'assassinats et de travail forcé ». Les enquêteurs qui ont interrogé des ex-soldats rapportent comment ils raflaient les populations pour les faire travailler de force sur le tracé du pipe-line.

De plus dans « Libération », l'ONG EarthRights International publie des éléments montrant des violations massives des droits de l'homme dans la zone exploitée par le pétrolier français. ERI écrit également que le gisement gazier de Yadana, géré par les compagnies pétrolières dans le sud du pays, demeure la « principale source de revenus d'une dictature militaire notoirement répressive ».

Les aventures de Kouchner en Birmanie...

Total, faisant l'objet en France d'une plainte pour travail forcé en Birmanie, pour se dédouaner, avait commandé en 2002 un rapport à Bernard Kouchner, l'ex-ministre de la Santé du gouvernement socialiste. Sur l'essentiel, c'est-à-dire le travail forcé des populations locales dont Total est accusé d'avoir profité vers 1995, Kouchner reprend l'argumentaire bien rodé du pétrolier : "Le

une coutume ancienne, qui fut même légalisée par les Anglais en 1907." Ecrit-il dans son rapport, payé selon les sources 12 500 ou 25 000 euros par Total. Libération s'était procuré des témoignages de soldats birmans qui réfutent le rapport de Bernard Kouchner blanchissant les activités de Total en Birmanie. Soldat X : « Aujourd'hui, 16 novembre 2002, je tiens à vous faire part de mon témoignage : Nous avons reçu l'ordre de notre commandant, de nous occuper de la compagnie Total. Nous avons réquisitionné 150 travailleurs forcés. (...) Nous avons fait travailler les ouvriers pour la construction d'une piste d'atterrissage. (...) Parmi les travailleurs forcés qui étaient malades, 2 sont morts. »

Aujourd'hui, Total est encore en Birmanie : Communiqué de presse : « Total étudie l'impact de la situation en Birmanie, où l'armée s'est emparée du pouvoir lundi, sur ses opérations et projets dans le pays. sa priorité était d'assurer la sécurité de ses employés et leurs proches ainsi que de ses sous-traitants. »

Total coopère avec le producteur gazier australien Woodside et la société birmane MPRL E&P pour développer un projet en mer, à plus de 2.000 mètres de profondeur au large de la côte sud-ouest de la Birmanie.

Total continue son business polluant en prenant prétexte d'écologie tout en continuant à produire le pétrole qui nourrit ses bénéfices dans les pays pauvres et dans un pays où les militaires sont en guerre contre la population.



chantier a employé 2 500 personnes. Toutes bénéficièrent d'un contrat écrit, de salaires réguliers, d'une protection sociale et de normes reconnues." Des travaux forcés ? Il ne s'agissait que d'une confusion avec le chantier voisin d'une voie ferrée où "il est probable que des travaux forcés aient malmené les populations". Pour Kouchner, « le recours au travail forcé est



LE RAPPORT OXFAM

Le Rapport Oxfam dévoile des inégalités sociales révoltantes.

L'ONG Oxfam vient de publier fin janvier son rapport annuel qui montre que la crise économique et sanitaire commencée il y a un an a profondément aggravé les inégalités sociales.

Depuis mars, entre 200 et 500 millions de personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté et ne sont pas près d'en sortir. Parmi les plus touchés, on retrouve ceux dont l'activité était parmi la plus précaire avant la crise, en particulier les femmes et les minorités, les Noirs aux États-Unis, les travailleurs d'origine immigrée en Europe. Le rapport révèle que les dix hommes les plus riches du monde – dont fait partie le français Bernard Arnault – ont vu leur fortune totale



augmenter de 540 milliards de dollars depuis mars 2020, une somme qui serait amplement suffisante pour financer le vaccin contre la COVID-19 pour toutes et tous et éviter que quiconque sombre dans la pauvreté à cause de la pandémie. Au même moment, la pandémie a entraîné la crise de l'emploi la plus grave depuis plus de 90 ans, des centaines de millions de personnes étant désormais au chômage ou contraintes d'occuper des emplois précaires.

En France, la fortune des 43 milliardaires du pays a d'ores et déjà dépassé celle de février 2020 avec 175 Mds d'euros de plus, soit une augmentation de 2 %. La fortune du premier d'entre eux, Bernard Ar-

nault, patron de LVMH, est passée de 108 Mds d'euros en janvier à 152 MDS en décembre, malgré une chute de 76 Mds en mars. Dans le même temps, la moyenne des revenus dans le pays a reculé de 1,1 %, mais là encore avec de fortes disparités : le nombre d'allocataires du RSA a crû de 8,5 % et 8 millions de personnes dépendent désormais de l'aide alimentaire, 2,5 millions de plus qu'avant la crise.

Oxfam constate que les milliers de MDS de dollars et d'€ des plans de relance des gouvernements d'Amérique et d'Europe ont surtout alimenté les circuits financiers et les Bourses où sont cotées les entreprises des capitalistes les plus riches, leur permettant ainsi de sauver leurs fortunes. Pour l'ONG, il faudrait instaurer une contribution exceptionnelle des plus hauts patrimoines pour financer le RSA, une taxe Covid sur les entreprises ou un nouvel impôt sur les grandes fortunes. Mais les inégalités sociales révoltantes, la misère, la faim, le chômage dont souffrent des centaines de millions de personnes, tandis qu'une infime minorité devient toujours plus riche, c'est la conséquence du système capitaliste.

Vivement le jour où ces millions de gens se rendront compte de leur force. A nous, à notre échelle de leur offrir cet objectif.



L'ACTION SOCIALE

Pour celles et ceux qui l'ignorent, l'Action Sociale de la SNCF propose aux pensionnés une aide pour faire face à des événements de la vie réduisant l'autonomie physique, sociale relationnelle des personnes (suite d'hospitalisation, accident, maladie, frais de santé, etc ...). elle propose aussi une aide pour l'aménagement du cadre de vie et du maintien dans un logement décent par une adaptation de l'habitat.

Ces aides sont soumises à une évaluation du travailleur social et à un barème de ressources.

Elles sont financées par le FASS (Fond d'Action Sanitaire et Sociale) qui correspond à 1,1 % de la masse salariale.

Exemple d'aides :

- Aide à la vie quotidienne (aide ménagère, etc...),
- Aide aux aidants,
- Prise en charge dans un établissement de séjours temporaires (2 Etablissements : Sanary et St Jacut),
- Allocation centenaire (200€)
- Participation financière pour adaptation du logement liée à un handicap.

Le travailleur social vous informe de toutes les prestations. N'hésitez pas à faire appel à l'Action Sociale en téléphonant au 0800 206 620, plateforme téléphonique gratuite qui vous indiquera le centre d'Action Sociale dont vous dépendez selon votre domicile.

L'AFFAIRE DU SIECLE

Deux ans après la mobilisation incroyable qui a porté l'Affaire du Siècle, nous avons gagné le 4 février 2021 !

La justice vient de reconnaître que l'inaction climatique de l'État est illégale, que c'est une faute, qui engage sa responsabilité.

C'est une victoire historique pour le climat ! Et cette victoire, c'est grâce aux 2,3 millions de personnes qui ont soutenu l'Affaire du Siècle.

Des victimes directes des changements climatiques en France vont pouvoir demander réparation à la France. L'État va donc faire face à une pression inédite pour enfin agir contre les dérèglements climatiques.

La procédure juridique continue et le tribunal doit maintenant décider s'il ordonne à l'Etat de prendre des mesures supplémentaires pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et respecter ses engagements pour le climat.

Le 19 novembre dernier, dans le recours de la commune de Grande-Synthe soutenu par l'Affaire du Siècle, le Conseil d'État a donné trois mois au gouvernement pour "justifier que la trajectoire de réduction des

émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030 pourra être respectée".

L'Affaire du Siècle vient donc de déposer à cet effet des arguments juridiques, accompagnant une étude de plus de 250 pages réalisée par le cabinet d'expertise indépendant Carbone 4, pour démontrer qu'il est indispensable de mettre en place des mesures supplémentaires pour que la France respecte ses engagements climatiques à l'horizon 2030.

Cette étude intitulée "L'État français se donne-t-il les moyens de son ambition climat ?" examine en particulier les mesures de trois secteurs représentant la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la France : le transport de personnes, le logement et l'agriculture.

L'attitude du gouvernement vis-à-vis du climat est déjà connue puisque à la suite du rapport de la Convention Citoyenne pour le Climat et de ses 149 propositions, le projet de loi qu'il soumet au Parlement pour y être voté est raboté, édulcoré voire javellisé. Les 60 décisions retenues n'ont aucune chance de réduire de 40% les émissions

de gaz à effet de serre d'ici 2030. Adieu les taxes sur les billets d'avion, l'interdiction des trajets intérieurs de moins de 2H30 en train, la taxation sur les engrais chimiques, plus tard et les surfaces commerciales pourront se multiplier, etc. C'est comme s'il se moquait de nous, comptant sur les medias à sa botte pour en faire la promotion.

Mais la population est de moins en moins dupe de cette attitude et sait bien qu'elle ne peut lui faire confiance. Comme dans d'autres domaines tels que la préparation de la privatisation des hôpitaux, la vente des barrages EDF que nous avons payés avec nos factures, Macron à la suite de ses prédécesseurs utilise son pouvoir non pas au service de la population et de l'avenir mais pour les profits de ses amis les banquiers et les industriels.

Quand ce n'est pas directement à travers des subventions comme pour les labos pharmaceutiques, c'est en leur offrant la gestion des anciens services publics.



SOLIDARITE POUR LES FAMILLES DES VICTIMES

Kouaré, Burkina Faso, la Solidarité pour les familles des victimes des attaques terroristes.

A la fin du mois de septembre 2020, l'exécution de sept Volontaires de Sécurité dans un secteur de Kouaré nous avait particulièrement émus car nous connaissons le village et nous connaissons une des victimes. Très rapidement, la liaison des retraités, suivi par le Syndicat de paris St Lazare, décidaient d'apporter une aide aux familles. Les élections présidentielles et législatives s'étant tenues fin novembre, Philippe, nous avait conseillé d'attendre cette échéance avant d'organiser une remise de vivres et de matériels. Des informations complémentaires nous ont permis de savoir qu'en plus, 2 civils avaient aussi péri lors de cette attaque.

Le 7 février 2021, après consultation du chef du village et des sages, lors d'une petite cérémonie, les 9 familles ont reçu du riz, des pâtes, du savon et une somme d'argent pour des achats indispensables.

A cette occasion, le message de solidarité ci-dessous a été traduit par Philippe à l'as-

sistance présente :

Au Chef de Kouaré, aux familles des victimes et à toute la population du village, Nous avons pris connaissance début octobre de l'attaque terroriste qui a coûté la vie à 9 hommes du village, 7 volontaires qui apportaient une aide précieuse aux Forces de Sécurité dans la lutte contre ces actes barbares et 2 civils. Nous présentons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes et à l'ensemble de la population qui souffrent de ces disparitions tragiques.

Sur tous les continents, le terrorisme fait

liens de morts, civils et militaires confondus.

Nous sommes particulièrement touchés par le drame que vous avez subi car notre attachement à Kouaré est fort, nous sommes venus parmi vous plusieurs fois et nous reviendrons !

Kouaré est un village où se côtoient plusieurs ethnies, plusieurs religions et sa force est « le vivre ensemble » et nous savons que le chef et les sages qui l'entourent font tout pour que la population soit protégée et puisse vivre le plus sereinement possible.

Cette épreuve est particulièrement douloureuse pour les épouses, les enfants et l'ensemble des familles. Ces hommes disparus faisaient vivre leurs proches par leur travail aux champs ou ailleurs. Nous savons donc que cette période est difficile car il faut manger et scolariser les enfants. C'est pourquoi, les retraité(e)s SUD-Rail ont décidé de vous apporter par l'intermédiaire d'Elise

Thiombiano, fille du village et Philippe Ilboudo, une aide aux familles endeuillées. Nous sommes loin de vous, mais par la pensée, nous sommes avec vous !



des ravages et on le remarque d'autant plus quand ces actes ont lieu dans notre pays. Le Sahel subit de plein fouet ce fléau, le Mali, le Niger et le Burkina dénombrent des mil-

FALLAIT PAS TOUT CASSER !

Le plus exaspérant avec les libéraux, c'est leur côté bonimenteur, comme le représentant de commerce retors qui arrive à importer du sable au Sahara ou à fourguer des frigos aux Inuits (quoiqu'avec le réchauffement climatique...). En ce qui concerne le chemin de fer, tout en continuant à casser systématiquement tout ce qui peut ressembler à un réseau maillé au service du public, ils vendent le renouveau du train en faisant semblant de le réinventer.

L'exemple à la mode est celui des trains de nuit, spécialement en France. Depuis des années nos têtes pensantes n'ont cessé de détricoter le magnifique réseau des trains de nuit qui permettait à tout un chacun de voyager confortablement et en toute sécurité de nuit sur les longues distances qui caractérisent notre pays, comme Nice-Lille ou Paris-Tarbes. Dans les années quatre-vingt, plus d'une centaine de relations nocturnes irriguaient notre pays tant au départ de Paris que des grandes villes provinciales, sans parler des relations internationales qui permettaient de rejoindre la quasi-totalité des capitales européennes d'un seul trait. Mais voilà que le développement du réseau TGV a eu pour conséquence d'assécher les finances vu les énormes investissements consentis, tout en réduisant les temps de parcours. Et depuis nous assistons au délitement des trains de nuit, pour ne laisser subsister actuellement que 2 trains de nuit desservant tant bien que mal les régions les plus reculées du pays, celles où l'omnipotent TGV n'a pas encore tissé sa toile, comme Briançon ou Latour-de-Carol. Et voilà que, suite aux recommandations de la convention citoyenne pour le climat, la lubie prend à nos décideurs de faire machine arrière. Et l'on voit désormais fleurir des cartes colorées représentant des liaisons nocturnes projetées aux « quatre coins de l'hexagone », avec des itinéraires parfois tarabiscotés que le plus fervent défenseur du chemin de fer n'aurait pas osé imaginer, comme un Marseille-Paris via Toulouse et Tours !!! Tout cela est bien joli mais sent malheureusement l'enfumage et le baratin. Comment as-

surer rapidement ce nouveau trafic quand on a envoyé à la casse toutes les voitures lits et autres corail-couchettes, qu'aucun nouveau matériel remorqué voyageur n'est actuellement sur les planches à dessin, que le personnel d'accompagnement et de conduite est réduit à la portion congrue, et que les finances sont à sec ? Vendre du rêve après avoir fait du voyage ferroviaire un véritable cauchemar par les politiques d'austérité, de réduction de l'offre et de privatisation, c'est du grand art que seule la propagande libérale peut revendiquer. Bref malgré notre désir de voir les trains de nuit réhabilités nous sommes sceptiques quant à la concrétisation rapide de promesses qui sentent bon les échéances électorales. Et puis d'abord, il fallait pas les supprimer, il fallait pas tout casser !

La même circonspection peut s'appliquer à l'annonce d'un retour de trains classiques, à petits prix, sur les grandes lignes désertées par le TGV, moyennant évidemment un temps de parcours allongé. Mais là aussi, avec quels moyens tant techniques qu'humains ou financiers ? Ressusciter le Mistral, l'Eteudard ou le Capitole, le confort en



moins, est-ce crédible ? Et puis là encore, il fallait pas tout casser !

Tout cela n'empêche pas les délires technocratiques dans la même lignée que l'aérotrain ou autres gadgets futuristes présentés comme la panacée du modernisme. Après avoir fermé nombre de petites lignes, après avoir condamné faute d'entretien et de crédits les dernières subsistantes à une mort lente, voilà-t-y pas que nos crânes

d'œuf repartent dans des délires comme dernièrement le « taxirail », sorte de modules automatisés autonomes de 40 places propulsés par hydrogène, censés revitaliser les dessertes rurales où depuis longtemps les rails ont laissé place au bitume ou aux ronces. Ca y est ils réinventent le train, peut être nos technocrates vont-ils imaginer un nouveau concept de roue carrée ? Soyons sérieux, avant de proposer des élucubrations fantaisistes pour la desserte des territoires il ne fallait pas tout casser ! Mais bien sûr quand on objecte à la faisabilité de rétablir des dessertes qu'il n'aurait jamais fallu saborder les problèmes humains, techniques et financiers, là aussi la réponse est toute trouvée. Bien entendu nos décideurs ne veulent plus entendre parler d'une SNCF nationalisée, intégrée, indivisible avec des cheminots au statut. La parade est toute trouvée : la privatisation. Dernier avatar de cette politique de casse dogmatique, la création de coopératives ferroviaires comme Railcoop, qui, aux dires de ses fondateurs, permettraient une reprise de dessertes fret ou voyageurs dont la SNCF ne veut plus, et ce sans tomber dans l'escarcelle des grands groupes financiers. Là aussi comment pourrait-ce être viable quand on connaît les énormes moyens financiers nécessaires à l'exploitation de lignes ferroviaires ? Songeons aux frais conséquents de personnel, bien sûr, ami aussi d'entretien des lignes et du matériel roulant. Prenons l'exemple mis en avant du Lyon-Bordeaux, ligne handicapée même à l'époque glorieuse de la SNCF unifiée par un tracé montagneux impropre aux vitesses élevées, 4 rebroussements (dont un seul a pour l'instant été supprimé), de larges sections à voie unique, des ouvrages d'art vieillissants comme plusieurs hauts viaducs métalliques. Bien que permettant une liaison utile et une alternative intéressante à une desserte par TGV faisant le détour par Paris, et donc plus chère pour le « client », elle ne constitue pas un réservoir de trafic phénoménal. Comment une coopérative pourrait-elle exploiter sans pertes financières rédhibitoires une telle ligne là où la SNCF, certes par idéologie de >

MANAGEMENT AGRESSIF

> repli sur les seuls segments rentables, a échoué au point que les deux allers-retours de jour et celui de nuit ont été abandonnés il y a plusieurs années, si ce n'est par une politique de réduction des coûts d'exploitation ? Railcoop annonce un prix du billet « raisonnable », mais par quel miracle pourraient-ils tenir le coup (et le coût !) ? Comment assurer la couverture des frais, la paye des agents et l'impérieuse sécurité ? Tout cela ressemble fort à la quadrature du cercle, à moins de baser l'exploitation sur le volontariat, en payant au rabais des conducteurs retraités, ou en augmentant la polyvalence et l'amplitude de travail, qui sont méthodes à l'opposé de nos convictions syndicales. L'ouverture à la concurrence ne peut être viable qu'en pratiquant le dumping social et les économies sur le dos des usagers. Nous ne faisons pas un procès d'intention, mais nous restons dubitatifs, et nous réaffirmons haut et fort notre opposition au morcellement, à la dislocation programmée de la SNCF, quel que soit l'éventuel reprenneur érigé un peu vite en sauveur. Pour nous l'exploitation ferroviaire est quelque chose de trop sérieux, de trop vital, pour ne pas rester confiée à une entreprise nationalisée et intégrée, avec du personnel correctement formé et rémunéré, de même que tous les grands services publics essentiels tel la santé, l'énergie, l'eau. Et toutes les arguties du style « il vaut mieux une ligne exploitée par le privé que des cars » ou « de toutes manières personne ne voudra d'un retour à l'ancienne SNCF » ne doivent pas nous détourner de notre objectif qui est de ne pas nous compromettre avec les multiples tentatives de détruire encore un peu plus l'entreprise ferroviaire intégrée, cela fût-il avec les meilleures raisons du monde (ou présentées comme telles). Défendre les salariés de ces officines privées, cela peut s'envisager, mais participer à leur développement au détriment d'une entreprise intégrée et appartenant à la nation, ce n'est ni dans nos compétences ni dans notre philosophie. Exigeons le retour aux errements nationaux détruits au nom d'une concurrence libre et non faussée imposées par une commission européenne dévoyée. Encore une fois, fallait pas tout casser !

Management agressif et procédures disciplinaires.

Déjà depuis quelques années (les années Pépy), les demandes d'explications pleuvent à tout va en Midi-Pyrénées ; les syndicalistes (surtout ceux de SUD-Rail) et les agents qui se font respecter sont la cible de la hiérarchie de proximité. Mais depuis peu, nos décideurs ont accentué la pression, sur cette région. En effet, ils accélèrent la mise en place de la conduite des trains Equipé d'un Agent Seul (EAS). Pourtant, sur ce territoire très étendu, de nombreux incidents/accidents n'ont pu être gérés que grâce à l'intervention du contrôleur, que ce soit au niveau de la sécurité (protection, blessés ...) de la sûreté (agressions ...) ou du simple accompagnement des voyageurs (correspondance en cas de retard, vente de billets dans le train pour suppléer aux gares – nombreuses- fermées ...).

Et tout ceci, sous le climat de la pandémie, qui augmente notamment le stress des acteurs de la sécurité sur le terrain, où le besoin de solidarité se fait le plus ressentir. Une mise en demeure du directeur adjoint du travail concernant la situation du travailleur isolé est restée lettre morte....

Et les sanctions tombent à tout va !

Un conducteur, refuse d'appliquer la nouvelle consigne qui permet à un train de partir sans contrôleur alors que normalement, il devrait en être équipé.

Il applique son droit de retrait.

Après une enquête immédiate bâclée, il est mis en demeure.

Désabusé, il assure quand même le service. Il est convoqué à un entretien disciplinaire par le directeur de région, pour une sanction supérieure

à un blâme avec inscription.

Un contrôleur va saluer « son mécano » en cabine (contact bord/bord) après son départ ; il est sanctionné d'un jour de mise à pied avec sursis !!! Notons, pour la petite histoire, la présence du cadre de proximité à bord du même train qui, au lieu de se présenter, a joué au client mystère, pour pouvoir sanctionner l'agent, tout comme un gendarme qui se cacherait derrière un radar. En d'autres temps, on l'aurait pendu ! Au lieu de calmer les agents qui assurent leur fonction malgré la pandémie, les aider et les accompagner,



les cadres de l'entreprise augmentent la pression managériale. Faisant preuve d'autorité, l'entreprise veut à tout prix supprimer tous les ASCT sur le trafic TER en Midi Pyrénées. Et pourtant, la pandémie ayant diminué l'offre du transport, ce n'est sûrement pas la traduction d'un manque d'effectif (journalièrement, des agents se retrouvent inutilisés) mais bien une politique de casse du service rendu à l'utilisateur.

Bref, vous l'aurez compris, l'ambiance n'est pas au beau fixe dans cette région (qui n'est pas la seule d'ailleurs). Il est important que vous soyez informés. Espérons que notre aide sera bientôt demandée par tous les « copines » et « copains » en souffrance, lors d'une réaction à la hauteur de l'attaque.

Vive la Culture



La pensée blanche

Lilian Thuram Ed. Ph. Rey. 20€

Un jour, je demande à mon plus ancien ami : « Éric, tu as bien conscience que moi, je suis noir ? - Ouais. - Mais si moi, je suis noir, toi, tu es quoi... ? - Ben, je suis normal ». Ce drôle de mot, « normal », a été pour moi comme un détonateur. J'ai réalisé brutalement que les Blancs ne se voient pas blancs et, plus largement, qu'ils n'ont pas conscience de la position de domination dans laquelle l'histoire les a placés. Pourtant, quand on leur demande : « Est-ce que vous aimeriez être traités comme la société traite les personnes noires ? », tous sans exception répondent : « Non. » C'est bien qu'ils savent. Mais que savent-ils vraiment ? Et pourquoi l'acceptent-ils ? De ces interrogations est né cet essai, où j'essaie de décrypter la manière dont la supériorité blanche s'est enracinée dans les esprits au fil des siècles, au point de sembler « aller de soi » encore aujourd'hui. C'est cela, la pensée blanche : je parle, je signifie aux autres ce qu'ils doivent être, mais personne n'est autorisé à parler de moi. La longue domination des hommes sur les femmes fonctionne selon le même principe. Ce livre revisite tout d'abord certains pans de l'histoire : les conquêtes coloniales, l'esclavage, les empires, le Code Noir, l'instrumentalisation de la science et de la religion, la post-décolonisation et le pillage des ressources naturelles, le vol du patrimoine africain... Il examine les mécanismes intellectuels invisibles qui assoient la domination des Blancs. Il désigne le racisme ordinaire de nos sociétés, tissé d'une succession de petits faits parfois connus, parfois pas du tout : joueurs de football noirs accueillis par des cris de singe, discriminations à l'embauche, contrôles policiers au faciès, politique de « quotas » des minorités. Pour autant ce n'est pas un livre « anti-Blancs ». Je ne demande qu'une seule chose : qu'on ouvre les yeux avec honnêteté et lucidité sur des faits. Ce livre entend participer à sa manière à la libération des esprits pour que nous puissions un jour dépasser les couleurs de peau, pour finir par nous considérer comme ce que nous sommes : des êtres humains.



Les nouveaux activistes américains

Mathieu Magnaudeix Ed La Découverte. 19€

Vous êtes prêts pour la révolution ? " Alexandria Ocasio-Cortez commence ses meetings par cette phrase : la promesse d'un avenir radicalement différent pour des millions d'Américains laminés par les inégalités insupportables et le néolibéralisme. Plus jeune femme jamais élue au Congrès, l'ancienne serveuse de Manhattan incarne le visage d'une nouvelle gauche décidée, enfin, à remporter des batailles. " Seuls des radicaux, dit-elle, ont changé ce pays. Je représente un mouvement. " Dans l'Amérique du ploutocrate raciste Donald Trump, " AOC " est l'envoyée spéciale en politique d'une nouvelle génération. L'étoile la plus visible d'une constellation de jeunes activistes qui dessinent un avenir dont il est permis de rêver. Grandis dans la guerre et la crise financière, anciens d'Occupy Wall Street ou de Black Lives Matter, réveillés par Bernie Sanders, ils défient le capitalisme, le suprémacisme et la catastrophe climatique. Au cœur de l'empire américain, ils ont lancé la bataille des grandes idées. Ils s'organisent au sein de mouvements inclusifs, contestent les discours dominants qui contrôlent nos vies et limitent notre imagination. Optimistes sans être naïfs, ils importent avec créativité les savoirs mili-tants du passé dans les luttes du présent. De la réussite de leurs combats dépendra aussi notre futur. Et si nous écoutions ce qu'ils ont à nous dire ?

Ce livre donne à voir ce qu'il y a d'intéressant dans la gauche activiste aux States depuis 2011 avec le mouvement Occupy wallstreet aux derniers mouvements sur le climat, notamment avec les groupes locaux apparus en 2018 " Sunrise".

Vive la Culture



Faut pas prendre les cons pour des gens. 02.

Emmanuel Reuzé et Nicolas Rouhaud. Ed. Fluide glacial, 56 pages, 12,90 euros.

Sûrement l'une des bandes dessinées les plus clairvoyantes du moment. Pour explorer en une page des sujets d'actualité poussés au bout de leur logique implicite : Internet, les délocalisations, le prix de l'air (les fauchés se contenteront de celui importé de Chine), la vente en ligne (excellente pour des produits comme les fenêtres de basse consommation), les cours de tri avec poubelles intelligentes... Une application pour faire ses besoins en ville ? Pipi'nb propose un service de toilettes chez des particuliers. L'obsolescence programmée est déjouée par deux personnages qui louent quatre pédalos pour faire un tour de baie, sachant que trois d'entre eux vont les lâcher. Les pétroliers de mauvaise qualité coulent les uns après les autres — toujours l'obsolescence. S'inspirant des villes chinoises et aujourd'hui européennes où le comportement social est scruté, un couple passe un test de bonne conduite pour savoir s'il est apte à la vie commune. Ce monde qui fait froid dans le dos fait rire aux larmes. C'est sûrement nerveux.



Où suis-je ? Leçons de confinement à l'usage des terrestres

Bruno Latour. Ed. La Découverte 15€. Depuis la terrible expérience du confinement, les États comme les individus cherchent tous comment se déconfiner, en espérant revenir aussi vite que possible au « monde d'avant ». La crise sanitaire s'encastre dans une autre crise autrement plus grave, celle imposée par le Nouveau Régime Climatique. Si nous en étions capables, l'apprentissage du confinement serait une chance à saisir : celle de comprendre enfin où nous habitons. Tel est l'objet de cet essai sous forme de courts chapitres dont chacun explore une figure possible de cette métaphysique du déconfinement à laquelle nous oblige l'étrange époque où nous vivons.

metaphysique du déconfinement à laquelle nous oblige l'étrange époque où nous vivons.



Que crève le capitalisme. Ce sera lui ou nous

Hervé Kempf Ed. Seuil 14.50 €

La catastrophe écologique est enclenchée, la crise du coronavirus a fracturé le monde entier. Un responsable : le capitalisme. En saccageant le service public de la santé, il a transformé un épisode grave mais gérable en désastre. En poursuivant la destruction des écosystèmes, il a mis en contact des virus mortels avec la population humaine. En aggravant les inégalités, il a plongé des dizaines de millions de personnes dans la misère. Les capitalistes ont formé un nouveau paradigme : l'avenir sera technologique, fondé sur la numérisation et l'intelligence artificielle. Il conduira à une nouvelle élite hybridée avec les machines. Et la masse de l'humanité sera rejetée dans le chaos climatique, au prix d'un apartheid généralisé. Cet ouvrage est un appel à dépasser le fatalisme et à entrer en lutte.



La fabrique des pandémies.

Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire, de Marie-Monique Robin. Ed. La Découverte, 20 €

Les activités humaines, liées essentiellement à l'économie, provoquent l'apparition des pandémies en ravageant la biodiversité. Tel est le constat sans appel de la journaliste Marie-Monique Robin dans cet essai documenté pour lequel elle s'est entretenue avec plus de soixante chercheurs du monde entier. Elle contribue à dissiper le grand aveuglement collectif qui empêchait d'agir. Le constat est sans appel : la destruction des écosystèmes par la déforestation, l'urbanisation, l'agriculture industrielle et la globalisation économique menace directement la santé planétaire.



La chauve-souris et le capital.

Stratégie pour l'urgence chronique. Ed. La Fabrique 15€ Andreas Malm

Sur la piste du Covid-19, les chauves-souris restent le suspect n°1 dans la transmission du virus à l'homme. Mais d'autres facteurs, bien humains, ont contribué à abolir la « barrière des espèces » et à propager l'épidémie : la déforestation accélérée, le commerce des animaux sauvages, l'explosion du trafic aérien et le réchauffement climatique. Dans sa quête de profit sans fin, le capital produit le risque épidémique comme l'effet de serre, sans fin. S'appuyant sur l'expérience de ces derniers mois, Andreas Malm appelle à mettre en œuvre des politiques écologiques radicales car aucun « retour à la normale » ne sera possible, les demi-mesures ne suffiront pas. Si nous ne voulons pas vivre sur une planète enfiévrée il faut des méthodes révolutionnaires.

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com / www.sudrail.fr
Liaison Nationale des Retraités-e-s
 17 bd de la Libération 93200 Saint Denis Tél 01 42 43 99 77
www.retraitesudrail.org
liaisonretraites@retraitesudrail.org

Liaison Nationale des
Retraités-e-s SUD-Rail

